

Nouveaux médicaments

Les industriels pointent les lourdeurs

• **Malgré le nouveau décret, la procédure reste laborieuse**

• **Les professionnels réclament une stratégie globale de la santé**

L'INDUSTRIE pharmaceutique ne veut pas être prise au dépourvu. Elle profite des législatives pour interpeller les partis politiques dans le cadre d'un cycle de conférences-débat. La première a eu lieu avec le PAM. La deuxième a réuni, mardi 20 septembre, les membres de l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (AMIP) et Driss Lachgar, premier secrétaire de l'USFP. L'économie générale de ce rendez-vous est de présenter aux politiciens la situation de l'industrie du médicament. «C'est une industrie qui a été créée par le privé et qui continue à être portée par le privé pour

aboutir à une infrastructure solide et à des facteurs de succès dans tout le pays», rappelle Ayman Cheikh Lahlou, président de l'AMIP.

Pour favoriser le développement de l'industrie pharmaceutique, l'AMIP pro-

galement accélérer les AMM pour que le secteur soit compétitif à l'export et à proposer plus de choix thérapeutiques. Les industriels réclament également un appui à la fabrication locale, notamment la constitution de pools de production, la

Une balance commerciale en chute libre

IL se fabrique actuellement au Maroc 425 millions de boîtes de médicaments, dont 324,8 millions destinées au marché privé. Toutes les spécialités médicales sont couvertes, mais la production nationale ne couvre que 65% des besoins alors que de mémoire d'un industriel, ce taux était de 70% il y a quelques années. Le reste étant importé. Ce qui représente 5 milliards de DH en 2015 contre 1 milliard de DH pour les exportations. En 2016, le Maroc a exporté pour la première fois en Europe des médicaments anticancéreux fabriqués 100% localement. Le marché national du médicament est très étroit. D'autres relais de croissance sont nécessaires pour favoriser le développement du secteur. Il s'agit de l'export, notamment en Afrique subsaharienne, en UE, dans les pays arabes et aux États-Unis. D'ailleurs, plusieurs laboratoires sont en cours de certification pour exporter sur le marché nord-américain. □

pose la mise à niveau du cadre réglementaire et la publication des textes d'application qui tardent depuis 2006. Il faudra

fabrication de génériques. Actuellement, la consommation des génériques ne dépasse pas 34% contre 80% aux États-Unis et 90% en Allemagne.

Jusqu'à présent, la stratégie sanitaire gouvernementale s'est focalisée sur le seul médicament. Or, ce dernier ne représente que 22% des dépenses de santé. Le reste concerne les hôpitaux, les soins ambulatoires...

Aujourd'hui, les dépenses de santé varient autour de 6% de PIB contrairement aux recommandations de la déclaration d'Abuja (Nigeria) qui fixe la moyenne minimale à 15%. Au Maroc, chaque citoyen dépense 415 DH par an, alors que la facture moyenne de communications téléphoniques peut atteindre 700 DH par an. «Quand on entend ces montants, l'on a de quoi s'inquiéter pour l'avenir d'un secteur qui nourrit de grandes ambitions», déclare Driss Lachgar.

Cela fait deux ans que le ministère de tutelle a procédé en grande pompe à la baisse du prix d'environ 2.000 médicaments. Les baisses ont parfois atteint 80%. Mais cela ne s'est pas traduit par un regain de consommation. Bien au contraire, après avoir été habitué à des croissances à deux chiffres, le marché privé n'a progressé en 2014 que de 2,4% en volume et de 1% en valeur.

Les chiffres de l'IMS Health pour les sept premiers mois de 2016 sont plus décevants. Les ventes ont reculé de 2,1%, tandis qu'en valeur, le marché est resté stable (+0,1%). L'enseignement à tirer de ces chiffres, c'est que le prix n'est pas un facteur déterminant dans l'accès aux soins. L'une des raisons peut se trouver dans le taux de couverture médicale qui est actuellement autour de 60%. Les industriels proposent une généralisation. Mais là encore, ce ne sera pas suffisant. Il faudra aussi généraliser le principe du tiers payant parce que de nombreux patients n'ont pas les moyens d'engager des dépenses de soin et attendre d'être remboursés. «La situation de la santé est pire que celle de l'éducation et de l'emploi! Le budget consacré à la santé est à peine de 4,9%. Elle fait partie du volet social de nos cinq priorités. Il est évident que la réforme ne peut avoir lieu qu'au prix d'une restructuration du ministère de tutelle en partant de la réalité du terrain», suggère Lachgar, qui s'est engagé, que ce soit en cas d'arrivée au pouvoir ou en tant qu'opposition, de militer pour l'adoption de tous les textes d'application en attente. □

Hassan EL ARIF

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com